ÉDITORIAL

Martin Andler (1970 s)
Président de l'a-Ulm

A lors que j'écrivais cet éditorial, dont le dossier est consacré aux échanges, l'on apprenait l'élection à la présidence de la république de Roumanie de notre camarade Nicușor Dan, qui fut élève admis au titre étranger dans la promotion 1992. Après sa scolarité à l'ENS, Nicușor a préparé sa thèse de mathématiques à l'université Paris-Nord. Il choisit ensuite de rentrer en Roumanie où il travaille en tant que chercheur en mathématiques, fonde une École normale supérieure à Bucarest et s'engage en politique, d'abord pour la préservation du patrimoine de Bucarest. En 2020, il est élu maire de la ville, et réélu en 2024. Début 2025, à la suite de l'annulation, pour irrégularités, de l'élection présidentielle de 2024, il se porte candidat en tant qu'indépendant. Distanté par le candidat d'extrême-droite Simion au premier tour, il l'emporte largement au second tour.

Je suis triplement heureux de son élection : d'abord parce qu'il est francophone, francophile et résolument pro-européen. Ensuite parce qu'il illustre remarquablement l'importance des échanges étudiants pour le rayonnement de notre pays, le « *soft power* », et le rôle que l'École peut et doit jouer en la matière. Enfin, parce que, en 1992, j'avais personnellement contribué à susciter la candidature de deux étudiants roumains d'un niveau exceptionnel en mathématiques, Nicușor Dan et Andrei Moroianu, au « 3^e concours » scientifique d'entrée à l'ENS. Le directeur, Étienne Guyon, en avait modifié le règlement pour la session 1992 afin de permettre d'attirer à l'ENS, comme élèves, des étudiants universitaires français et étrangers, et il m'avait confié la présidence du jury. L'un et l'autre avaient été reçus (ainsi que Ngô Bảo Châu, futur médaillé Fields). Moroianu est directeur de recherche de première classe au CNRS.

Après maintes péripéties, dont la malheureuse non-ouverture à la fin des années 1990 d'un concours similaire en lettres, pourtant décidé et financé, à la suite du succès d'une pétition s'y opposant, la sélection internationale, créée en 2002, a pris

le relais et permet à 20 étudiants internationaux de faire trois ans d'études dans les mêmes conditions que les autres normaliens, élèves ou étudiants.

Cette livraison de notre revue aurait pu être consacrée en totalité aux échanges étudiants, « sortants » ou « entrants », tant chaque parcours individuel est riche et singulier. Elle n'en donne qu'un échantillon avec deux parcours, celui d'une « entrante », étudiante en médecine italienne, et d'un « sortant », élève en biologie. Bien sûr, le dossier exploite la polysémie du mot échange, abordant de nombreux autres aspects : physique, biologie, diplomatie, histoire, économie, anthropologie... Une belle pluridisciplinarité, je vous laisse le découvrir.

Si l'élection de Dan est un beau signe de la capacité de réaction de nos sociétés, les menaces contre la libre circulation des personnes et des idées, contre le savoir, se multiplient. Les attaques de Donald Trump contre la science et contre les universités états-uniennes sèment l'effroi : coupes de plusieurs dizaines de milliards de dollars dans le budget 2026, suppressions de programmes de recherche, arrêt de bases de données de recherche utilisées partout dans le monde... De nombreux jeunes chercheurs, de toutes nationalités, travaillant aux États-Unis voient leur situation professionnelle gravement compromise. Une priorité est de permettre à ces chercheurs de poursuivre leurs travaux. La présidente Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron ont annoncé début mai à la Sorbonne les initiatives « *Choose Europe for Science* » et « *Choose France for Science* », dotées de 500 et 100 millions d'euros respectivement. Il s'agit d'offrir aux chercheurs, en particulier ceux qui sont actuellement aux États-Unis, la possibilité de venir en Europe. Par l'intermédiaire de PSL, l'ENS s'engage dans ce projet. Cette initiative est salutaire, mais elle intervient dans un contexte extrêmement défavorable : l'Europe ne consacre pas suffisamment de fonds publics ou privés à la recherche, et la France est loin d'être exemplaire en la matière !

Dans ma déclaration de candidature au CA puis à la présidence de notre association, j'avais indiqué mon intention de nous impliquer dans des débats de société sur des sujets importants pour notre communauté. Ainsi, fin avril, nous avons été invités par le MIT Club de France (notre homologue pour le MIT en France) à coorganiser avec eux et l'AX, les anciens de Polytechnique, une réunion visant à mobiliser les alumni des universités américaines installés en France afin de faire venir des chercheurs des États-Unis, complétant l'effort public.

Avec nos homologues de l'AX, nous avons organisé en mars un colloque, « Enseigner les sciences : constats et perspectives ». Il s'agissait d'évaluer les conséquences économiques et sociétales du déclin du niveau des jeunes générations dans les sciences et des inégalités (filles / garçons, sociales) qui s'y manifestent, et d'appeler à une mobilisation collective sur cet important sujet. L'enregistrement du colloque est accessible ici : <https://tinyurl.com/38hcfrne>

D'autres initiatives similaires verront le jour.